

**Réunion du Conseil de la Municipalité
régionale de comté de Pontiac**

27 mai 2002

09h00 à l'hôtel de ville de Rapides-des-Joachims

37. Constitution du fonds de mise en valeur des terres publiques intramunicipales situées sur le territoire de la Municipalité régionale de comté de Pontiac, adoption du règlement numéro 78-2002

C.M. 2002-181

CONSIDÉRANT que la Municipalité régionale de comté de Pontiac, de concert avec les autres municipalités régionales de comté et le Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO), tient des pourparlers avec le gouvernement du Québec, dans le but de prendre en charge la gestion des terres publiques intramunicipales et ce, afin d'assurer pleinement leur mise en valeur;

CONSIDÉRANT que prochainement le Gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO) signeront, d'un commun accord, une entente spécifique sur la gestion et la mise en valeur des terres publiques intramunicipales (TPI) en Outaouais;

CONSIDÉRANT que dans cette entente, le CRDO s'est engagé à s'assurer de la création, par chacune des municipalités régionales de comté touchées par l'entente, d'un fonds destiné à soutenir financièrement les interventions et les activités de mise en valeur des terres et des ressources naturelles sur les terres publiques intramunicipales visé par l'entente spécifique ainsi que sur le territoire privé de chaque municipalité régionale de comté;

CONSIDÉRANT que la Municipalité régionale de comté de Pontiac désire procéder à la création du fonds de mise en valeur, en vertu de l'article 688.7 du Code municipal, pour permettre la signature d'une convention de gestion territoriale;

CONSIDÉRANT que le fonds de la Municipalité régionale de comté de Pontiac devra servir prioritairement à la mise en valeur des terres publiques intramunicipales visées

**Council Meeting of the Regional County
Municipality of Pontiac**

May 27th 2002

09:00 a.m. at the Town Hall of Rapides-des-Joachims

37. Constitution of the development fund for the intra-municipal public lands located on the territory of the Regional County Municipality of Pontiac: adoption of by-law number 78-2002

C.M. 2002-181

WHEREAS the Regional County Municipality of Pontiac, together with the other regional county municipalities and the Outaouais regional development Council (CRDO), is having negotiations with the Québec Government for the purpose of taking over the management of intra-municipal public lands and this, in order to fully provide for their development;

WHEREAS shortly, the Québec Government and the Outaouais regional development Council (CRDO) will sign, by mutual agreement, a specific agreement on the management and development of the intra-municipal public lands (IPLs) in the Outaouais;

WHEREAS according to this agreement, the CRDO has undertaken to see to the creation, by each of the regional county municipalities implicated in the agreement, of a fund intended to financially support the interventions and development activities of the land and natural resources on the intra-municipal public lands included in the specific agreement as well as on the private territory of each regional county municipality;

WHEREAS the Regional County Municipality of Pontiac wishes to proceed with the creation of the development fund, under the terms of section 688.7 of the Municipal Code, to make possible the signing of a territorial management agreement;

WHEREAS the fund of the Regional County Municipality of Pontiac will have to be used in priority for the development of the intra-municipal public lands included in the specific agreement and

par l'entente spécifique et qu'il sera créé et géré conformément aux lois municipales;

CONSIDÉRANT que l'entente prévoit que toutes les redevances ou leur équivalent, tirées par la Municipalité régionale de comté de Pontiac, de la gestion des terres et des ressources désignées par l'entente ou par tout addenda ultérieur, devront être versées dans le fonds de mise en valeur;

CONSIDÉRANT que la Municipalité régionale de comté de Pontiac a comme obligation d'établir les modalités d'établissement du revenu net, les modalités de versement des revenus nets dans le fonds, les critères d'évaluation, de sélection et d'approbation des projets et les modalités de versement de l'aide financière;

CONSIDÉRANT que conformément aux lois municipales, la Municipalité régionale de comté de Pontiac peut soustraire des sommes à verser dans le fonds les montants représentant les frais résultant de l'administration, des activités préparatoires à la mise en valeur (inventaire, planification, consultation), de l'acquisition, de l'exploitation et de la mise en valeur d'une terre visée au présent règlement;

CONSIDÉRANT que la Municipalité régionale de comté de Pontiac veut faire de ce fonds un outil favorisant le développement socio-économique de son territoire;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a régulièrement été donné le 25 mars 2002;

POUR CES MOTIFS,

Il est proposé par Robert Ladouceur appuyé par Paul-Émile Maleau et unanimement résolu:

Que le règlement portant le numéro 78-2002 intitulé « Règlement constituant le fonds de mise en valeur des terres publiques intramunicipales situées sur le territoire de la Municipalité régionale de comté de Pontiac » soit et est adopté, et qu'il soit statué par ce règlement ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1: PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante du règlement comme s'il était ici au long reproduit.

that it will be created and managed in conformity with municipal laws;

WHEREAS the agreement provides that all dues or their equivalent, collected by the Regional County Municipality of Pontiac, from the management of lands and resources designated in the agreement or in any later addendum, must be paid into the development fund;

WHEREAS the Regional County Municipality of Pontiac has the obligation to set the terms and conditions for establishing the net revenues, the terms and conditions for the paying of the net revenues into the fund, the criteria of evaluation, of selection and approval of the projects and the terms and conditions for the payment of the financial assistance;

WHEREAS in conformity with municipal laws, the Regional County Municipality of Pontiac must subtract from the amounts to be paid into the fund, the amounts representing the expenses resulting from the administration, from the activities preparatory to the development (inventory, planning, consultation), from the acquisition, the operations and the development of land designated in this by-law;

WHEREAS the Regional County Municipality of Pontiac wants to make of this fund a tool that will facilitate the socio-economic development of its territory;

WHEREAS a notice of motion was regularly given on 25 March 2002;

THEREFORE,

It is moved by Robert Ladouceur and seconded by Paul-Émile Maleau and unanimously resolved:

That by-law bearing number 78-2002 titled *By-law setting up the development fund for intra-municipal public lands located on the territory of the Regional County Municipality of Pontiac + be and is CARRIED and that it be decreed by this by-law as follows:

SECTION 1: PREAMBLE

The preamble of this by-law is an integral part of said by-law as if fully reproduced herein.

ARTICLE 2: TITRE ET NUMÉRO

Le présent règlement porte le numéro 78-2002 et est intitulé « Règlement constituant le fonds de mise en valeur des terres publiques intramunicipales situées sur le territoire de la Municipalité régionale de comté de Pontiac ».

ARTICLE 3: DÉFINITIONS

CONSEIL RÉGIONAL

Le Conseil régional de développement de l'Outaouais, corporation légalement constituée en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies et reconnue par la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30, article 3.27) comme une instance régionale représentative à titre d'interlocuteur en matière de développement régional.

CONVENTION DE GESTION TERRITORIALE

Acte de délégation de portée multisectorielle par lequel le Gouvernement transfère, sous certaines conditions, à une municipalité régionale de comté, les pouvoirs et les responsabilités de gestion prévues à l'entente. Ce transfert des pouvoirs et des responsabilités peut s'effectuer en plusieurs phases, soit en apportant des modifications à la convention ratifiée ou en y ajoutant des addenda.

MINISTRE

Le ministre des Ressources naturelles.

MRC

La Municipalité régionale de comté de Pontiac.

RESSOURCES NATURELLES DÉSIGNÉES

L'ensemble des ressources naturelles situées sur le territoire d'application de l'entente spécifique dont la gestion ou certaines activités liées à leur gestion ou à leur mise en valeur sont identifiées, dans l'entente spécifique, à déléguer ou pouvant être déléguées ultérieurement.

TERRES PUBLIQUES INTRAMUNICIPALES

Tous les lots, parties de lots et toute autre partie du domaine public identifiés à l'annexe 1 de la Convention de gestion territoriale signée entre la Municipalité régionale de comté de Pontiac et le Ministre.

COMITÉ MULTI-RESSOURCE

Comité créé par la résolution numéro C.M. 2002-182 de la Municipalité régionale de comté de Pontiac de Pontiac, relativement à l'application de l'entente sur la gestion et la mise en valeur des terres publiques intramunicipales.

PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT ET D'UTILISATION DU TERRITOIRE

Cette planification détermine les vocations dominantes incluant l'identification des terres que la Municipalité régionale de comté de Pontiac envisage aliéner, les modalités d'harmonisation et les grandes règles d'intégration des utilisations du sol en regard de ces dites vocations.

SECTION 2: TITLE AND NUMBER

This by-law bears number 78-2002 and is titled *By-law setting up the development fund of the intra-municipal public lands located on the territory of Regional County Municipality of Pontiac +.

SECTION 3: DEFINITIONS

REGIONAL COUNCIL

The Outaouais regional development Council (CRDO), corporation legally constituted under the terms of part three of the *Companies Act* and acknowledged by the *Act respecting the Ministère du Conseil exécutif* (Q.R.S., c. M-30, section 3.27) as a representative regional authority and agent in matters of regional development.

TERRITORIAL MANAGEMENT AGREEMENT

Act of delegation of multi-sectorial scope by which the Government transfers, under some conditions, to a regional county municipality, the management powers and responsibilities provided for in the agreement. This transfer of powers and responsibilities may be completed in several phases, either by making amendments to the ratified agreement or by supplementing it with addenda.

MINISTER

The Minister of Natural resources.

MRC

The Regional County Municipality of Pontiac.

DESIGNATED NATURAL RESOURCES

All the natural resources located on the specific agreement implementation territory, the management of which, or of some activities related to their management or their development, are identified, in the specific agreement, to be delegated or able to be delegated later.

INTRA-MUNICIPAL PUBLIC LANDS

All lots, parts of lots and any other part of the public domain identified at annex 1 of the Territorial management agreement signed between the Regional County Municipality of Pontiac and the Minister.

MULTI-RESOURCE COMMITTEE

Committee created by resolution number C.M. 2002- 182 the Regional County Municipality of Pontiac, related to the implementation of the agreement on the management and development of intra-municipal public lands.

PLANNING THE DEVELOPMENT AND USE OF THE TERRITORY

This planning establishes the dominant vocations including the identification of lands that the Regional County Municipality of Pontiac is considering alienating, the terms and conditions of harmonisation and the major integration rules of land uses with respect to the said vocations.

PLAN DE MISE EN VALEUR

Planification détaillée préparée par un promoteur décrivant la nature des interventions devant être réalisées sur une terre visée à la Convention de gestion territoriale.

ARTICLE 4: OBJECTIFS DU FONDS DE MISE EN VALEUR

Le fonds a comme principal objectif de soutenir financièrement les interventions et les activités de mise en valeur des terres et des ressources sur le territoire public visé par l'entente spécifique ainsi que sur le territoire privé de la Municipalité régionale de comté de Pontiac. Pour ce qui est du territoire privé, les travaux admissibles ne devront pas être prévus au programme régulier de financement de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de l'Outaouais.

En plus de cet objectif prioritaire, le fonds vise également l'atteinte des objectifs de mise en valeur définis dans l'entente spécifique sur la gestion et la mise en valeur du territoire public intramunicipal en Outaouais, à savoir :

En favorisant l'apport des terres publiques intramunicipales et des ressources naturelles désignées au développement social et économique régional et local par :

- le maintien et le développement d'une expertise forestière locale et régionale ;
- le maintien et le développement d'emplois valorisants et profitables;
- une prise en charge par la Municipalité régionale de comté de Pontiac, en collaboration avec les partenaires du milieu, des activités de gestion et de mise en valeur des terres publiques intramunicipales et des ressources naturelles désignées;
- la mise à contribution optimale et intégrée des possibilités de développement qu'offre le territoire, en conformité avec les préoccupations et les besoins locaux et régionaux, dans le respect des principes poursuivis par l'État en matière d'aménagement, de gestion et de développement du territoire.

En plus de ces objectifs définis dans l'entente, les buts poursuivis par la MRC, en créant son fonds de mise en valeur, sont de:

- viser la gestion intégrée des ressources du territoire, le respect de l'environnement, le développement durable;
- viser et développer le plein potentiel des terres publiques intramunicipales;
- favoriser le développement de l'ensemble des secteurs traditionnels et non traditionnels liés à la forêt en misant sur la diversification économique de ces secteurs;
- favoriser le partenariat et le maillage d'entreprises;
- préserver les lots ayant une vocation sociale, écologique, communautaire ou encore de recherche et de développement;

DEVELOPMENT PLAN

Detailed planning prepared by a promoter describing the nature of interventions to be implemented on land identified in the Territorial management agreement.

SECTION 4: OBJECTIVES OF THE DEVELOPMENT FUND

The fund has for main objective to financially support the interventions and development activities of lands and resources on the public territory identified in the specific agreement and also on the private territory of the Regional County Municipality of Pontiac. With respect to the private territory, the admissible work must not be arranged for under the regular financing programme of the Outaouais private forest regional development Agency.

In addition to this priority objective, the fund also aims at achieving the development objectives defined in the specific agreement on the management and development of the intra-municipal public territory in the Outaouais, to wit:

By facilitating the contribution of the intra-municipal public lands and designated natural resources to the regional and local social and economic development by:

- the preservation and the development of a local and regional forestry expertise;
- the preservation and the development of valuable and inspiring employment;
- the takeover by the Regional County Municipality of Pontiac, in cooperation with the community partners, of management and development activities on intra-municipal public lands and of designated natural resources;
- the optimal and integrated contribution of development possibilities offered on the territory, in conformity with the local and regional concerns and needs, within the respect of the principles pursued by the State in matters of land use, management and development of the territory.

In addition to these objectives defined in the agreement, the aims pursued by the MRC, in creating its development fund, are to:

- aim at the integrated management of the resources of the territory, the respect of the environment, sustainable development;
- aim at and develop the full potential of intra-municipal public lands;
- facilitate the development of the manifold traditional and non-traditional sectors related to the forest by counting on the economic diversification of these sectors;
- facilitate the partnership and networking of businesses;
- preserve lots with a social, ecological, community vocation or else of research and development;

- reconnaître l'importance des travaux forestiers dans le processus de mise en valeur des ressources forestières;
- exiger une juste compensation financière pour l'utilisation d'un bien public.

ARTICLE 5: GESTION DU FONDS**5.1 Responsable du fonds**

Le conseil de la Municipalité régionale de comté de Pontiac est responsable du fonds et de la gestion de celui-ci. Il peut cependant déléguer, par règlement, à toute personne qu'elle désigne, l'administration en tout ou en partie du fonds.

5.2 Signataires

La Municipalité régionale de comté de Pontiac ou son mandataire nommé par résolution les signataires de toute transaction faite au compte du fonds.

Nonobstant le paragraphe précédent, le directeur-général et secrétaire-trésorier de la MRC de Pontiac fait partie des signataires.

5.3 Livres et comptabilité

Le conseil de la Municipalité régionale de comté de Pontiac ou son mandataire fait tenir sous le contrôle du directeur-général et secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté une comptabilité avec des postes budgétaires spécifiques dans lesquels sont inscrits tous les montants d'argent, reçus et déboursés par le fonds, tous les biens détenus par le fonds, toutes les dettes et obligations, de même que toutes les autres transactions financières du fonds. Cette comptabilité est intégrée aux affaires courantes de la municipalité régionale de comté, cependant, elle fait partie d'un fonds distinct conformément aux normes de la convention comptable applicable à la comptabilité municipale. La vérification comptable est effectuée annuellement.

La Municipalité régionale de comté de Pontiac s'engage à faire rapport, comme le stipule l'entente spécifique, au ministre des Ressources naturelles afin que ce dernier puisse vérifier si les redevances ou leur équivalent, générées par les terres et les ressources naturelles désignées, et les éventuels revenus nets sont effectivement versés dans le fonds.

5.4 Gestion des conflits d'intérêt

Les règles relatives au conflit d'intérêt pécuniaire contenues au Code municipal s'appliqueront pour toute décision relative à la gestion du fonds et de son programme d'aide.

ARTICLE 6: REVENUS DU FONDS

Il s'agit de revenus provenant de la gestion et de la mise en valeur des terres publiques intramunicipales situés sur le

- recognize the importance of forestry work in the process of development of forestry resources;

- demand a fair financial compensation for the use of a public property.

SECTION 5: MANAGEMENT OF THE FUND**Section 5.1 Responsibility for the fund**

The Council of the Regional County Municipality of Pontiac is responsible for the fund and for its management. The MRC may however delegate, by by-law, to any individual it appoints, all or part of the administration of the fund.

Section 5.2 Signatories

The Council of the Regional County Municipality of Pontiac or its representative appoints by resolution the signing officers for any transaction done in the account of the fund.

Notwithstanding the preceding paragraph, the General Manager and Secretary-treasurer of MRC Pontiac is part of the signatories.

Section 5.3 Books and accounting

The Council of the Regional County Municipality of Pontiac or its representative causes to have, under the control of the General Manager and Secretary-treasurer of the Regional County Municipality of Pontiac, an accounting with specific budgetary items in which are recorded the amounts of money, received and disbursed by the fund, all properties held by the fund, all debts and obligations, as well as all other financial transactions of the fund. This accounting is integrated to the current affairs of the regional county municipality; however, it is part of a distinct fund in conformity with the standards of the accounting methods applicable to municipal accounting. An audited financial statement is produced yearly.

The Regional County Municipality of Pontiac undertakes to report, as stipulated in the territorial management agreement, to the Minister of Natural resources in order that the latter may check if the dues or their equivalent, generated by the designated lands and natural resources, and that the eventual net revenues are effectively paid into the fund.

Section 5.4 Management of conflicts of interest

The rules related to pecuniary conflicts of interest included in the Municipal Code will apply to any decision related to the management of the fund and of its assistance programme.

SECTION 6: REVENUES OF THE FUND

It concerns the revenues from the management and the development of intra-municipal public lands located on the

territoire de la MRC de Pontiac. Les revenus peuvent provenir de différentes sources, dont entre autres :

- des sommes d'argent consenties par le Gouvernement du Québec pour le démarrage des opérations de mise en valeur des terres et des ressources naturelles visées;
- de la location, de l'exploitation ou de l'aliénation d'une terre publique intramunicipale dont la gestion et la mise en valeur ont été confiées à la MRC de Pontiac par le gouvernement;
- de programmes gouvernementaux, programmes de recherche et de développement, etc., auxquels le fonds est admissible;
- des revenus d'intérêts générés par l'investissement des sommes ci-haut mentionnées
- de la totalité des revenus nets provenant de la MRC, d'une municipalité lorsqu'elle fait des activités en régie, d'un organisme mandaté par la MRC ou des revenus générés en vertu d'un CAF seront versés au fonds de mise en valeur, indépendamment de leur provenance.

La MRC devrait préserver la totalité des sommes provenant des revenus d'exploitation des terres intramunicipales et versées dans son fonds de mise en valeur pour investir dans les projets proposés sur ces mêmes terres, diminution faite des frais d'administration qui devraient être inférieurs à 50 % des revenus bruts pour la période prévue dans la Convention de gestion territoriale.

ARTICLE 7: MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DU REVENU NET

7.1 Revenus nets

Les revenus nets correspondent à la différence entre les revenus bruts d'aliénation et d'exploitation, de location, d'octroi de droits et les frais de gestion et d'exploitation.

7.2 Frais de gestion et d'exploitation

Il s'agit de l'ensemble des sommes déboursées par la MRC ou son mandataire ayant trait à l'acquisition, à l'administration, à l'exploitation et à la mise en valeur d'une terre publique intramunicipale visée par la convention de gestion territoriale.

Sans être exhaustifs, citons, entre autres :

- les frais occasionnés par les demandes d'aide au fonds: la réception des projets, l'analyse, la consultation, le suivi, etc.;
- les frais de gestion du fonds (comptabilité, vérification, etc.);
- les frais imputés à l'exécution des activités préparatoires à la mise en valeur (inventaires de terrain, analyse des potentiels et des contraintes, etc.);

territory of MRC Pontiac. The revenues may originate from various sources, of which among others:

- from sums of money granted by the Québec Government for the start-up of development operations of the lands and natural resources involved;
- from leasing, operations or alienation of intra-municipal public land, the management and the development of which were given to MRC Pontiac by the government;
- from government programmes, research and development programmes, etc., to which the fund is admissible;
- from interest revenues generated by the investment of amounts mentioned above;
- from the totality of net revenues from the MRC, from a municipality when it completes activities internally, from an organisation mandated by the MRC or from revenues generated under the terms of a forest development agreement, will be paid into the development fund, independently of their origin.

The MRC must preserve the totality of the amounts coming from revenues of operations on intra-municipal public lands and paid into its development fund to invest in the projects proposed on these same lands less administration expenses which should be inferior to 50% of gross revenues for the period provided for in the territorial management agreement.

SECTION 7: TERMS AND CONDITIONS FOR THE ESTABLISHMENT OF THE NET REVENUES

Section 7.1 Net revenues

The net revenues correspond to the difference between the gross alienation, operation, rental, rights granting revenues, and the management and operating expenses.

Section 7.2 Management and operating expenses

The management and operating expenses designate all the amounts paid by the MRC or its representative related to the acquisition, administration and the operation of an intra-municipal public land included in the territorial management agreement.

Without being exhaustive, let us mention, among others:

- expenses from the requests for assistance to the fund: reception of projects, analysis, consultation, follow-up, etc.;
- administration expenses of the fund (accounting, audit, etc.);
- expenses charged to the execution of activities preparatory to the development (inventory of the land, analysis of potentials and constraints, etc.);

- les frais relatifs à la concertation des intervenants : la planification intégrée de développement et d'utilisation du territoire établie sur un horizon de cinq ans;
- les frais reliés à l'octroi et à la gestion des droits fonciers existants et futurs;
- les frais reliés à la gestion de la ressource forestière : frais découlant de la signature de conventions d'aménagement forestier, de l'octroi de permis d'intervention, de la surveillance et du contrôle des interventions en milieu forestier, ainsi que tout autre frais résultant de l'application des pouvoirs et responsabilités de la MRC dont les frais de protection des forêts contre le feu et contre les insectes et maladies de même que les frais associés au mesurage ou à la mise en marché des bois;
- les frais d'exploitation (frais directs et indirects relatifs à la mise en valeur des terres publiques intramunicipales).

Nonobstant les paragraphes précédents, la MRC, annuellement lors de son exercice budgétaire, pourra déterminer par résolution la proportion des redevances ou leur équivalent qui seront nécessaires pour couvrir les frais de gestion et d'exploitation. Conformément à l'article 3.3 de l'entente spécifique, cette proportion doit être inférieure à 50% des revenus bruts. À l'exemple des municipalités, advenant un déficit d'opération, celui-ci devra être absorbé dès l'année suivante. Il est entendu que pour les premiers cinq ans d'opération, une plus grande flexibilité sera permise en autant qu'à la fin de la durée de la convention de gestion territoriale, un équilibre soit atteint.

ARTICLE 8: MODALITÉS DE VERSEMENT DES REVENUS NETS DANS LE FONDS

La MRC ou son mandataire doit verser au fonds les revenus nets dans les trente (30) jours de la conclusion d'une transaction ou de la réception d'un paiement visé à l'article 7.1.

ARTICLE 9: ALLOCATION D'AIDE PAR LE FONDS

9.1 Mission

Le fonds est destiné à soutenir financièrement les interventions et les activités de mise en valeur des terres et des ressources naturelles sur le territoire visé par l'entente spécifique ainsi que sur le territoire privé de la MRC de Pontiac. Le fonds doit cependant servir prioritairement à la mise en valeur des terres publiques concernées. Dans les cas où la MRC ou son mandataire choisirait, par le biais du fonds, de financer des activités en territoire privé, elle le pourrait uniquement pour réaliser des travaux non prévus au programme régulier de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de l'Outaouais.

Une somme pourrait être exigée pour l'ouverture et l'analyse des dossiers.

- the expenses related to the concertation of participants: the integrated planning of the development and the use of the territory, established on a five-year horizon;
- expenses related to the granting and management of existing and future property rights;
- expenses related to the management of the forestry resource: expenses attributable to the signing of the forestry development agreement, to the granting of intervention permits, to the supervision and control of intervention in the forest environment, as well as all expenses resulting from the implementation of the powers and responsibilities of the MRC, of which the expenses for the fire, insects and disease protection of the forest, as well as the expenses associated to the measuring or the marketing of wood;
- operating expenses (direct and indirect expenses related to the development of intra-municipal public lands).

Notwithstanding the preceding paragraphs, the MRC, each year during its budget preparation, will be able to establish by resolution the proportion of fees or their equivalent that will be necessary to cover management and operating expenses. In conformity with section 3.3 of the specific agreement, this proportion must be 50% inferior to gross revenues. As with the municipalities, should there be an operating deficit, it must be absorbed the very next year. It is understood that for the first five years of operations, a greater flexibility will be allowed as long as at the end of the duration of the territorial management agreement, a balance has been achieved.

SECTION 8: TERMS AND CONDITIONS FOR THE PAYMENT OF NET REVENUES INTO THE FUND

The MRC or its representative must pay into the fund the net revenues within thirty (30) days from the conclusion of a transaction or the reception of a payment referred to at section 7.1.

SECTION 9: ASSISTANCE ALLOWANCE BY THE FUND

Section 9.1 Mission

The fund is intended to financially support the development interventions and activities of lands and natural resources on the territory referred to in the specific agreement as well as on the private territory of MRC Pontiac. The fund must however serve in priority for the development of the public lands involved. In the case where the MRC or its representative would select, through the fund, to finance activities on the private territory, it could do it only to complete work not provided for in the regular programme of the Outaouais private forest regional development Agency.

An amount could be charged for the opening and analysis of the files.

9.2 Formes d'aide

Le fonds est créé dans le but de soutenir financièrement des activités de mise en valeur des terres du domaine public ou privé situées sur le territoire de la MRC de Pontiac. Le fonds ne prend aucun lien sur les actifs de l'entreprise à qui il fournit un financement.

L'aide accordée prend la forme de subventions allouées à des promoteurs; il n'y a donc aucun remboursement exigé, sauf bien sûr si un promoteur ne remplit pas ses engagements de départ. Dans ces circonstances, la MRC peut exiger de ce dernier le remboursement en tout ou en partie de l'aide financière reçue.

Le fonds a pour but d'encourager l'entrepreneuriat local et régional pour ainsi créer et consolider des emplois valorisants et profitables et pour contribuer au développement des communautés locales dépendantes des ressources du milieu forestier.

9.3 Secteurs d'investissement du fonds d'aide

Le soutien financier apporté par le fonds de mise en valeur devra servir, entre autres, et notamment pour des projets du type suivant :

- les projets de Forêt habitée : cette catégorie de projets vise à assurer la revitalisation des collectivités locales par la mise en valeur de l'ensemble des ressources du milieu forestier, tant en territoire public que privé. L'identification des territoires devra se faire avec l'accord des propriétaires et des détenteurs de droits;
- les projets de développement acéricole : cette catégorie comprend des projets visant à développer le potentiel acéricole, tant en territoire public que privé. L'identification des territoires devra se faire avec l'accord des propriétaires et des détenteurs de droits;
- les projets de Société de gestion : qui consistent à regrouper, sous forme de coopérative ou autres, divers intervenants afin de se donner des services en commun et de réduire les coûts unitaires de réalisation de travaux;
- les projets de gestion à des fins communautaire et collective : ce sont des projets qui servent à la communauté et qui ne sont pas nécessairement générateurs d'activités économiques et d'emplois;
- les projets agroforestiers : ces projets visent la mise en valeur non traditionnelle du territoire forestier ou des rangs agricoles à valoriser identifiés au schéma d'aménagement révisé (ex. : ginseng, argousier, plantes comestibles et médicinales, etc.);
- les projets de fermes forestières ou de métairies : ce sont des projets d'initiative privée qui visent surtout la mise en valeur de la ressource forestière. Ces entreprises sont de plus petite taille que les entreprises d'exploitation forestière;

Section 9.2 Forms of assistance

The fund is created for the purpose of financially supporting the development activities of lands in the public or private domain, located on the territory of MRC Pontiac. The fund takes no lean on the assets of the business to which it provides funding.

The assistance given takes the form of grants allocated to its promoters; there is therefore no reimbursement demanded, except of course, if the promoter does not meet its original commitments. Under these circumstances, the MRC may demand from the latter the reimbursement of all or part of the financial assistance received.

The aim of the fund is to encourage local and regional entrepreneurship to thus create and consolidate stable and profitable jobs and to contribute to the development of local communities depending on the resources of the forestry environment.

Section 9.3 Investment sectors of the assistance fund

The financial support given by the development fund must be used, among others, and in particular for projects of the following type:

- projects of inhabited Forest: this category of projects aims at ensuring the revitalisation of local communities through the development of the overall resources of the forest environment, as much on the public as on the private territory;
- maple products development projects: this category includes projects aiming at developing the maple products potential as much on public as on private territory. The identification of territories must be done with the agreement of land owners or holders of rights;
- management corporation projects: which consist in regrouping, in the form of a cooperative or others, various participants in order to give themselves common services and reduce the unit cost to complete the work;
- management projects for community or collective purposes: they are projects that serve the community and that are not necessarily generators of economic activities and jobs;
- agro-forestry projects: these projects aim at the non-traditional development of the forested territory or of agricultural ranges to be developed and identified in the revised land development plan (e.g.: ginseng, sea buckthorn, edible and medicinal plants, etc.);
- forestry or métairie farm projects: they are private initiative projects that aim mostly to the development of the forest resource. These businesses are of smaller size than forestry operation businesses;

- les projets de conservation et de protection de la faune et de la flore : ces projets visent prioritairement la préservation des sites abritant une faune et une flore à conserver et à protéger;
- les projets de gestion municipale : cette catégorie comprend des projets dont le rayonnement se situe dans les limites d'un territoire municipal ou intermunicipal. Ces projets sont initiés par des municipalités ou des organismes municipaux;
- les projets à des fins récréatives : visant la pratique d'activités récréo-touristiques permettant aux gens de se divertir en milieu forestier;
- les projets de recherche et de développement : visant à acquérir des connaissances permettant une meilleure gestion des ressources naturelles.

9.4 Clientèle admissible

L'aide financière provenant du fonds doit servir uniquement à la mise en valeur des terres publiques intramunicipales visés par l'entente spécifique ou de lots privés qui ne peuvent bénéficier d'aide financière de la part de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de l'Outaouais. Les travaux doivent être effectués sur le territoire de la MRC de Pontiac.

Toute personne physique ou morale peut obtenir de l'aide du fonds, que ce soit un individu, une entreprise agricole, une coopérative, une corporation, un organisme sans but lucratif, une municipalité, une institution, la MRC de Pontiac ou toute autre personne ou organisme qui en fait la demande.

9.5 Documents et informations à fournir lors du dépôt des projets

Les projets devront être déposés aux bureaux administratifs de la MRC de Pontiac situés au 602, route 301 à Litchfield. Afin de pouvoir procéder à l'analyse complète des projets soumis, ces derniers devront contenir obligatoirement les informations suivantes :

Présentation générale du projet :

- Titre du projet
- Identification des promoteurs
- Expertise et participation des promoteurs
- Nature, objectifs et justification du projet
- Retombées escomptées pour la communauté (tangibles et intangibles)

Description du projet :

- Emplacement géographique (municipalité, canton, rang, lot)
- Cartographie du territoire visé par le projet
- Stratégies et plan d'action
- Détail des principales activités
- Ressources humaines et matérielles nécessaires
- Formation nécessaire (le cas échéant)
- Services professionnels d'appoint (le cas échéant)

- wildlife and flora protection and conservation projects: these projects aim in priority for the preservation of sites sheltering wildlife and flora to be protected and preserved;
- municipal management projects: this category includes projects with an output located within the boundaries of a municipal or inter-municipal territory. These projects are initiated by municipalities or municipal organisations;
- projects for recreation purposes: aiming at the practice of recreo-touristic activities allowing people to enjoy themselves in a forest environment;
- research and development projects: aiming at acquiring knowledge allowing for better management of natural resources.

Section 9.4 Admissible clientele

The financial assistance from the fund must be used only for the development of intra-municipal public lots aimed at by the agreement or of private lots that cannot benefit from financial assistance from the Outaouais private forests development regional Agency. The work must be done on the territory of MRC Pontiac.

Any natural person or legal entity may obtain assistance from the fund, be it an individual, an agricultural enterprise, a cooperative, a corporation, a non-profit organisation, a municipality, an institution or any other individual or organisation that applies.

Section 9.5 Documents and information to be provided when presenting projects

Projects must be presented at the Head Office of MRC Pontiac located at 602 Highway 301 in Litchfield. In order to be able to proceed with the complete analysis of projects submitted, the latter must obligatorily include the following information:

General presentation of the project:

- Title of the project
- Identification of promoters
- Expertise and participation of promoters
- Nature, objectives and justification for the project
- Expected spin-offs for the community (tangibles and intangibles)

Description of project:

- Geographic location (municipality, Township, range, lot)
- Mapping of territory affected by the project
- Strategies and action plan
- Detail of main activities
- Human and material resources necessary
- Training necessary (as the case may be)
- Extra professional services (as the case may be)

Aspects financiers du projet :

- Analyse financière
- Échéancier de réalisation
- Structure de financement

9.6 Traitement des demandes

Les demandes d'aide financière sont acheminées aux bureaux de la MRC selon les modalités adoptées par le Conseil des maires. L'analyse préliminaire des demandes est réalisée par le CLD. Ce dernier dépose au Comité multiresource un rapport d'analyse des demandes pour fin d'évaluation par les membres du comité, une copie sera préalablement transmise au Service de la planification et de l'aménagement du territoire de la MRC. Le Comité multiresource remet ensuite ses recommandations au Conseil des maires de la MRC.

La décision finale est prise par le Conseil des maires de la MRC et les projets retenus le sont via une résolution à cet effet. Une demande peut être acceptée sous certaines conditions.

9.7 Critères d'évaluation et de sélection des projets

Les projets seront évalués en fonction des critères suivants:

- Retombées économiques du projet sur les communautés locales.
- Impacts sur la création d'emplois valorisants et profitables .
- Impacts sur le maintien et le développement d'une expertise forestière locale .
- Conformité du projet avec la planification de développement du CLD, avec le schéma d'aménagement révisé de la MRC ainsi qu'avec les planifications locales.
- Conformité du projet avec la réglementation d'urbanisme en vigueur dans les municipalités concernées.
- Expertise du promoteur (connaissance et expérience) dans le domaine visé ainsi que ses aptitudes et connaissances en gestion.
- Niveau de participation du promoteur.
- Originalité et caractère innovateur du projet.
- Exploitation intégrée des ressources et pérennité de celles-ci dans un objectif de développement durable.
- Compatibilité et complémentarité avec les équipements déjà présents et les infrastructures déjà en place.
- Viabilité financière du projet.
- Projet d'intérêt collectif
- Niveau d'implication de la communauté locale

Article 9.8 Financement

L'aide prend uniquement la forme de subventions .

Financial aspects of project:

- Financial analysis
- Timetable for completion
- Financial structure

Section 9.6 Processing of applications

Financial assistance applications are sent to the offices of the MRC according to terms and conditions CARRIED by the Council of Mayors. Preliminary analysis of applications is completed by the CLD. The latter tables to the Multi-resource committee a report of analysis of the applications for purposes of evaluation by the members of the committee, a copy having been first sent to the MRC=s Land Use Planning and Development Department. The Multi-resource committee then presents its recommendations to the MRC=s Council of Mayors.

The final decision is made by the MRC=s Council of mayors and the projects retained are confirmed with a resolution to that effect.

Section 9.7 Project evaluation and selection criteria

Projects will be evaluated in relation to the following criteria:

- Economic spin-off of the project on the local communities.
- Impacts on the creation of interesting and profitable jobs.
- Impacts on the preservation and development of a local forestry expertise.
- Conformity of the project with the CLD=s planning of development, with the revised land development plan of the MRC as well as with local planning.
- Conformity of the project with the planning by-laws in force in the municipalities involved.
- Expertise of the promoter (knowledge and experience) in the domain in question as well as his/her aptitudes and knowledge in management.
- Level of participation of the promoter
- Originality and innovative character of the project
- Integrated use of the resources and their permanence within an objective of sustainable development.
- Compatibility and complementarity of equipment already present and of infrastructures already in place.
- Financial viability of the project.
- Project of community interest.
- Level of involvement of local community.

Section 9.8 Financing

The assistance takes only the form of grants.

Pour un projet totalisant 75 000\$ et plus, le fonds de mise en valeur peut contribuer jusqu'à un maximum de 15 000\$ si le promoteur met une mise de fonds équivalente au départ du projet.

Pour un projet totalisant entre 50 000\$ et 75 000\$, le fond de mise en valeur peut contribuer jusqu'à un maximum de 10 000\$ si le promoteur met une mise de fond équivalente, au départ du projet.

Pour un projet de 50 000\$ et moins, le fond de mise en valeur peut contribuer à 10 % du projet si le promoteur fait une mise de fond équivalente, au départ du projet.

Pour un projet dont le ou les promoteur(s) sont des jeunes de moins de 30 ans et ayant terminé un diplôme d'étude professionnel, une formation collégiale ou universitaire associée à la mise en valeur des ressources naturelles, il y a moins de trois ans, le fond de mise en valeur peut contribuer jusqu'à 10 000\$ ou un maximum de 30% du projet global pour tout projet de 50 000\$ et moins. Suite à l'approbation d'un projet, un premier paiement est versé pour permettre le démarrage des opérations. Ce paiement correspond à 40 % du montant total de l'aide accordée. Un second versement de 40 % est effectué lorsque la moitié des travaux est réalisée et un paiement final de 20 % est versé sur remise du rapport final signifiant la fin des opérations.

Le personnel mandaté pour la gestion du fonds fait un suivi de chaque projet et s'assure du bon déroulement des opérations afin de verser l'aide financière au moment approprié.

Article 9.9 Autofinancement

L'autofinancement du fonds de mise en valeur des lots publics intramunicipaux et des lots privés est très important et guide les gestionnaires dans le choix des projets à soutenir et dans la gestion du fonds. En effet, le fonds doit s'autofinancer afin d'assurer la disponibilité de l'aide financière pour des projets futurs.

ARTICLE 10 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur lorsque toutes les dispositions de la Loi auront été complétées.

Luc Séguin
Secrétaire-trésorier

ADOPTÉE

For a project totalling \$75,000 and more, the development fund may contribute up to a maximum of \$15,000 if the promoter has an equivalent investment at the start of the project.

For a project totalling between \$50,000 and \$75,000, the development fund may contribute up to a maximum of \$10,000 if the promoter has an equivalent investment at the start of the project.

For a project of \$50,000 and less, the development fund may contribute 10% of the project if the promoter has an equivalent investment at the start of the project.

For a project of which the promoter(s) is/are young people of less than 30 years, and having completed a professional study diploma, college or university training associated with the development of natural resources, less than three years ago, the development fund may contribute up to \$10,000 or a maximum of 30% of the global project for any project of \$50,000 or less. Following the approval of a project, a first payment is made to allow for the start-up of operations. This payment corresponds to 40% of the total amount of the assistance granted. A second payment of 40% is made when half of the work is completed and a final payment of 20% is made upon presentation of the final report indicating the end of operations.

The personnel assigned to the management of the fund do a follow-up of each project and makes sure of the good progress of operations in order to pay the financial assistance at the proper time.

Section 9.9 Self-financing

Self-financing of the intra-municipal public lots and private lots development fund is very important and guides the managers in the selection of projects to support and in the management of the fund. In fact, the fund must self-finance itself in order to ensure the availability of the financial assistance for future projects

SECTION 10: COMING INTO FORCE

This By-law shall come into force when all the provisions of the Act have been completed.

Luc Séguin
Secretary-treasurer

CARRIED